

Rapport Na Martin -
 Me Martin
 02 32 18 92 91



N° 6660-REV



N° 14248 # 04

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DÉCLARATION D'UN LOCAL À USAGE PROFESSIONNEL

(article 1406 du code général des impôts)

Service destinataire

Centre d'Evaluation des Locaux Professionnels
 21 Quai Jean Moulin - BP 1002
 76037 ROUEN CEDEX 1
 Tél: 02 32 18 92 90

Réservé à l'administration

Département Commune Préfixe

Invariant Clé

1. Informations générales (à compléter)

1.1. Situation du local

- Département : Seine - Maritime Commune : Boos
- N° : 67 Voie : Rue Charles LINDBERGH
- Bâtiment : _____ Entrée : _____ Étage : _____ Porte : _____ Parcelle d'assise : _____
- Si le bien est situé dans un immeuble en copropriété, merci de préciser les numéros de lot et quote-parts :

N° lot : _____ quote-part : _____ N° lot : _____ quote-part : _____ N° lot : _____ quote-part : _____ N° lot : _____ quote-part : _____

1.2. Date d'achèvement des travaux permettant une utilisation effective du bien : 21/09/2018

1.3. Origine de la déclaration :

S'agit-il d'une construction neuve ou d'une addition de construction ou s'agit-il d'une modification d'un local déjà existant ? (cochez la case à l'aide d'une croix) ?

Pour une construction neuve ou une addition de construction, indiquez les références des autorisations de construire (permis de construire...):
PC 07611617 M0016

- Pour une modification de local déjà existant, indiquez la ou les raisons de la souscription de la déclaration (cochez la ou les case(s) à l'aide d'une croix)
 - réunion/division de locaux existants (indiquez lesquels) : _____
 - modification de la répartition des surfaces du local (voir rubrique 4 de la déclaration)
 - modification de la catégorie du local
 - autres (précisez) : _____

1.4. Désignation du propriétaire

- Nom : _____ Dénomination sociale : ZETA
- Prénom : _____ Sigle : _____
- Identifiant fiscal ou SIREN : 823 169 586
- Adresse du propriétaire : 67 Rue Charles LINDBERGH - 76520 Boos

2. Occupation du local (à compléter)

2.1. Nature de l'occupation (cochez la ou les cases à l'aide d'une croix)

Au 1^{er} janvier de l'année, le local était (vous pouvez cocher plusieurs cases parmi les rubriques D1 à D5) :
 occupé par son propriétaire D1 , occupé à titre gratuit D2 , loué D3 , en partie vacant D4 , vacant D5

2.2. Occupant(s) Précisez le numéro SIREN et le nom ou la dénomination du ou des occupants actuels (en lettres majuscules)

Numéro SIREN	Nom ou dénomination du ou des occupants
1 4 4 7 9 5 1 8 7 2	AUDITECH INNOVATIONS
2	
3	
4	

2.3. Activité principale exercée dans le local (en lettres majuscules)

CONCEPTION, FABRICATION, COMMERCIALISATION PROTECTEUR ANTI-DEUIT S/NEURE

Réservé à l'administration A la date de prise en charge de la déclaration, JJMMAAAA

Secteur Coeff.Loc Taux OM Coeff.TOM Code voie

Monique RACOT
 Agent principal
 des finances Publiques

116 A011497 PC
 AM 39-42.

3. Catégorie du local (à compléter)

COCHEZ UNE SEULE CASE parmi les rubriques 3.1 à 3.10 (à l'aide d'une croix) correspondant à l'activité principale exercée dans le local
Exemple : vous êtes propriétaire d'un magasin sur rue disposant d'un parking réservé à la clientèle => cochez uniquement la case MAG 1

Pour plus de renseignements, reportez-vous à la notice.

3.1. MAGASINS ET LIEUX DE VENTE

- Boutiques et magasins sur rue (exemples : commerces, restaurants, cafés ou agences bancaires pour une surface principale inférieure à 400 m²) MAG 1
- Commerces sans accès direct sur la rue (surface principale inférieure à 400 m²) MAG 2
- Magasins appartenant à un ensemble commercial (surface principale inférieure à 400 m²) MAG 3
- Magasins de grande surface (surface principale comprise entre 400 et 2 499 m²) MAG 4
- Magasins de très grande surface (surface principale égale ou supérieure à 2 500 m²) MAG 5
- Stations-service, stations de lavage et assimilables MAG 6
- Marchés MAG 7

3.2. BUREAUX ET LOCAUX DIVERS ASSIMILABLES

- Locaux à usage de bureaux d'agencement ancien BUR 1
- Locaux à usage de bureaux d'agencement récent BUR 2
- Locaux assimilables à des bureaux mais présentant des aménagements spécifiques BUR 3

3.3. LIEUX DE DÉPÔT OU DE STOCKAGE ET PARCS DE STATIONNEMENT

- Lieux de dépôt à ciel ouvert et terrains à usage commercial ou industriel DEP 1
- Lieux de dépôt couverts DEP 2
- Parcs de stationnement à ciel ouvert DEP 3
- Parcs de stationnement couverts DEP 4
- Installations spécifiques de stockage DEP 5

3.4. ATELIERS ET AUTRES LOCAUX ASSIMILABLES

- Ateliers artisanaux ATE 1
- Locaux utilisés pour une activité de transformation, de manutention ou de maintenance ATE 2
- Chenils, viviers et autres locaux assimilables ATE 3

3.5. HÔTELS ET LOCAUX ASSIMILABLES

- Hôtels « confort » (4 étoiles et plus, ou confort identique) HOT 1
- Hôtels « supérieur » (2 ou 3 étoiles, ou confort identique) HOT 2
- Hôtels « standard » (1 étoile, ou confort identique) HOT 3
- Foyers d'hébergement, centres d'accueil, auberges de jeunesse HOT 4
- Hôtels clubs, villages de vacances et résidences hôtelières HOT 5

3. Catégorie du local (à compléter)

ATTENTION : COCHEZ UNE SEULE CASE parmi les rubriques 3.1 à 3.10 (à l'aide d'une croix ☒) correspondant à l'activité principale exercée dans le local
Exemple : vous êtes propriétaire d'un magasin sur rue disposant d'un parking réservé à la clientèle => cochez uniquement la case MAG 1

Pour plus de renseignements, reportez-vous à la notice.

3.6. ÉTABLISSEMENTS DE SPECTACLES, DE SPORTS ET DE LOISIRS ET AUTRES LOCAUX ASSIMILABLES

- Salles de spectacles, musées et locaux assimilables SPE 1
- Établissements ou terrains affectés à la pratique d'un sport ou à usage de spectacles sportifs SPE 2
- Salles de loisirs diverses SPE 3
- Terrains de camping confortables (3 étoiles et plus, ou confort identique) SPE 4
- Terrains de camping ordinaires (1 ou 2 étoiles, ou confort identique) SPE 5
- Établissements de détente et de bien-être SPE 6
- Centres de loisirs, centres de colonies de vacances, maisons de jeunes SPE 7

3.7. ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET LOCAUX ASSIMILABLES

- Écoles et institutions privées exploitées dans un but non lucratif ENS 1
- Établissements d'enseignement à but lucratif ENS 2

3.8. CLINIQUES ET ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

- Cliniques et établissements hospitaliers CLI 1
- Centres médico-sociaux, centres de soins, crèches, halte-garderies CLI 2
- Maisons de repos, maisons de retraite (médicalisées ou non) et locaux assimilables CLI 3
- Centres de rééducation, de thalassothérapie, établissements thermaux CLI 4

3.9. ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS NON ÉVALUÉS SELON LA MÉTHODE COMPTABLE

- Établissements industriels nécessitant un outillage important autres que les carrières et assimilés IND 1
- Carrières et établissements assimilables IND 2

3.10. AUTRES ÉTABLISSEMENTS

- Locaux ne relevant d'aucune des catégories précédentes par leurs caractéristiques sortant de l'ordinaire EXC 1

Pour ces locaux, indiquez la date d'acquisition ou d'achèvement des travaux et le prix de revient ou d'acquisition en les distinguant selon leur situation (voir la notice en page 4).

	Date d'acquisition ou d'achèvement des travaux	Prix de revient ou d'acquisition (ne pas mettre les centimes)
Terrains		<input type="text"/> €
Aménagements des terrains		<input type="text"/> €
Constructions		<input type="text"/> €
Additions de construction		<input type="text"/> €
Travaux importants entraînant un changement de consistance		<input type="text"/> €

4. Consistance du local (à compléter)

Répartissez la surface totale du local selon son utilisation.
Pour plus de renseignements, reportez-vous à la notice.

Répartition de la surface totale (hors parkings)		Surfaces (arrondies au m ² inférieur)	
P1	Surface des parties principales du local Il s'agit des surfaces essentielles à l'exercice de l'activité <i>Salle réunion + Laboratoire, locaux sociaux, bureaux</i>	P1	1 3 7 2 m ²
P2	Surface des parties secondaires couvertes Il s'agit des surfaces moins importantes à l'exercice de l'activité <i>Stockage</i>	P2	1 5 8 m ²
P3	Surface des parties secondaires non couvertes Il s'agit essentiellement de dépôts et lieux de stockage	P3	
Espaces de stationnement (parkings)		Surfaces (arrondies au m ² inférieur)	
Pk1	Espaces de stationnement couverts	Pk1	
Pk2	Espaces de stationnement non couverts	Pk2	5 5 2 m ²

5. Information complémentaire relative aux surfaces à usage de bureau (à compléter uniquement si le local est situé en Île-de-France)

Si le local est situé en région Île-de-France, le local contient-il des surfaces à usage de bureaux ?
(cochez la case à l'aide d'une croix [X])

OUI NON

Pour plus de renseignements, reportez-vous à la notice.

6. Signature (à compléter)

• Votre n° de téléphone : 02 35 60 57 24

A Boos, le 2/01/2019

• Votre adresse électronique :

veronique.rousseau@audatech-innovations.fr

Signature (indiquez le nom, la qualité et l'adresse du signataire si celui-ci n'est pas le propriétaire)

Veronique ROUSSEL
ZETA SAS
 36 Rue de la Folie Féret - BP 90
 76520 BOOS
 RCS Rouen 823 169 586 - APE : 6820B
 tel : 02 35 60 57 24

Observations éventuelles :



URGENT

**MISE A JOUR DES INFORMATIONS CADASTRALES
LETTRE D'INFORMATION**

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Jours et heures de réception :
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h
et sur RDV.
et sur rendez-vous
Mél : pelp.seine-maritime@dgfip.finances.gouv.fr

CDIF ROUEN I
21 Quai Jean Moulin
B.P 1002
76037 ROUEN CEDEX 1

14 DEC 2018

Tél : 02.32.18.92.80

Affaire suivie par ~~KAREN DURAND~~ *Dominique RABOT*

SAS ZETA
36 RUE DE LA FORGE FERRET
76520 BOOS

Référence à rappeler
dans toute correspondance
116 A011497 PC 001
Réservé à l'Administration
Bât:0 Log:0 6660 REV
AM 00039

Le 06/12/2018

Madame, Monsieur,

Vous avez obtenu un permis de construire pour un immeuble (maison, appartement, local professionnel, etc.) situé à l'adresse mentionnée dans le cadre ci-dessous.

Si les travaux ne sont pas terminés, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner cette lettre en indiquant la date à laquelle ils devraient être achevés (ou la date à laquelle le projet a été abandonné). Dans tous les cas, il conviendra d'indiquer la nature exacte des travaux.

- Si le local créé ou modifié est partiellement affecté à un usage professionnel, veuillez cocher cette case :
- Si le local créé ou modifié est totalement affecté à un usage professionnel, veuillez cocher cette case :

S'ils sont actuellement achevés, vous voudrez bien préciser la date permettant une utilisation effective du bien.

Lieu des travaux	Date d'achèvement prévu	Nature des travaux (construction neuve, extension, niveaux supplémentaires, changement de destination, locaux sans fondation, autres travaux)
RUE MARYSE BASTIE		
76520 BOOS	Ou date d'utilisation effective	Construction neuve
Observations :		

Je vous informe qu'en application de l'article 1406-I du Code général des Impôts, les travaux affectant les immeubles bâtis (constructions nouvelles, additions de construction, démolitions, etc.) doivent être déclarés à l'administration fiscale.

Cette déclaration doit être souscrite **dans les 90 jours de l'achèvement des travaux**, par le propriétaire effectif à cette date. La notion d'achèvement des travaux au sens fiscal(1) s'entend de locaux utilisables, c'est à dire, notamment, pour lesquels le gros œuvre, la maçonnerie, la couverture, les fermetures extérieures et les branchements sur les réseaux extérieurs sont terminés. → 8/10

Les déclarations sont disponibles sur le site www.impots.gouv.fr via le moteur de recherche.
Saisir le code du formulaire : 6660 - REV.

Cette déclaration doit être adressée au service dont les coordonnées figurent ci-dessus. Si vous avez des difficultés pour remplir ces imprimés, je vous invite à prendre contact avec notre service.

En vertu des articles 1406 et 1729 C du Code général des Impôts, le défaut de déclaration dans le délai précité vous privera de l'exonération temporaire, totale ou partielle, de taxe foncière sur les propriétés bâties à laquelle vous pouvez éventuellement prétendre, et donnera lieu à l'application d'amendes fiscales.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le responsable du secteur,

Mme DOMINIQUE MARTIN

(1) Notion différente de celle prévue à l'article R 462-1 du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service, un droit d'accès et un droit de rectification.

Il est précisé que certaines informations relatives à l'achèvement des travaux sont communiquées aux services chargés de l'Équipement et du Logement et aux mairies géographiquement compétents.

7/01

$$\text{Place Parkings} \quad 5 \times 2,50 \quad \text{qte} \\ 12,50 \text{ m}^2 \quad \times 6 = 75 \text{ m}^2$$

$$3,30 \times 5 \\ 16,5 \quad \times 3 = 49,50$$

$$2,50 \times 4,50 \\ 11,25 \quad \times 38 = 427,50$$

47

552

Stockage sur Plan FWDI. du 8.11.2017

$$L \quad 23,9 \times 8,55 \text{ l} = 198,72$$

NOTICE D'AIDE AU REMPLISSAGE DE LA DÉCLARATION D'UN LOCAL À USAGE PROFESSIONNEL

La déclaration d'un local à usage professionnel (imprimé n° 6660-REV) concerne uniquement les locaux professionnels, commerciaux et biens divers. ELLE NE CONCERNE PAS LES LOCAUX D'HABITATION qui doivent être déclarés sur l'imprimé n° 6650 (modèle H1) pour les maisons individuelles et l'imprimé n° 6652 (modèle H2) pour les appartements situés dans un immeuble collectif. Ces imprimés sont disponibles sur le site impots.gouv.fr.

Si vous êtes propriétaire d'un local à usage mixte comprenant une partie habitation et une partie professionnelle (cas des professions libérales exerçant à domicile par exemple), **seule la partie professionnelle** affectée à l'exercice de l'activité doit être décrite dans la déclaration n° 6660-REV.

Conformément à l'article 1406 du code général des impôts, la déclaration n° 6660-REV doit être souscrite dans les 90 jours de la réalisation définitive :

- d'une construction nouvelle ;
- d'un changement de consistance du local (exemples : agrandissement, division ou réunion de locaux préexistants...) ;
- d'un changement d'affectation du local (exemple : transformation d'un local d'habitation en local commercial) ;
- d'un changement d'utilisation du local, c'est-à-dire d'aménagements ayant pour conséquence d'adapter le local à une nouvelle activité implantée (exemple : atelier transformé en magasin).

Vous devez également souscrire cette déclaration sur demande de l'administration fiscale dans le cadre de la mise à jour régulière de la valeur locative.

Rappel : le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière sur les propriétés bâties. La déclaration tardive entraîne une limitation de ces mêmes exonérations à la période restant à courir après le 31 décembre de l'année suivant celle du dépôt hors délai.

La déclaration n° 6660-REV, avec un modèle pré-remplissable, est également disponible sur le site impots.gouv.fr.

Cadre 1 : Informations générales

• **Rubrique 1.2 : Date d'achèvement des travaux permettant une utilisation effective du bien**

Une construction est considérée comme achevée dès qu'elle peut être affectée à l'usage prévu, même s'il reste encore des travaux accessoires à réaliser - peintures, papiers peints, revêtements de sols...

Cadre 2 : Occupation du local

• **Rubrique 2.1 : Nature de l'occupation**

Cochez une ou plusieurs cases selon la nature de l'occupation au 1^{er} janvier de l'année (occupé par le propriétaire, occupé à titre gratuit, loué, en partie vacant ou vacant).

- ✓ La case « loué » doit être cochée si le local est loué, en totalité ou en partie, au 1^{er} janvier de l'année.
- ✓ Si le local est totalement ou en partie vacant, vous devez aussi compléter les rubriques suivantes (3 à 6).
- ✓ Dans le cas d'un crédit-bail ou d'un bail emphytéotique, cochez la case « occupé par son propriétaire ».

• **Rubrique 2.2 : Occupant(s)**

Complétez cette rubrique du ou des numéros SIREN des occupants et de leur nom. Le numéro SIREN est indiqué sur le contrat de bail commercial, en tant que n° RCS : il correspond aux 9 chiffres qui suivent la lettre A ou B de ce numéro.

S'il y a plus de 4 occupants, indiquez les 4 occupants principaux (ceux utilisant les plus grandes surfaces).

• **Rubrique 2.3 : Activité principale exercée dans le local**

Inscrivez l'activité principale exercée dans le local. En présence de plusieurs activités différentes dans un même local, indiquez l'activité exercée qui occupe la plus grande surface.

Ne remplissez pas cette rubrique si vous avez coché la case « vacant » dans la rubrique 2.1.

Cadre 3 : Catégorie du local

- Complétez ce cadre dans tous les cas, en sélectionnant la catégorie dans laquelle votre local doit être classé.
 - **SÉLECTIONNEZ UNE SEULE CATEGORIE EN COCHANT UNE SEULE CASE** parmi les 39 catégories proposées dans les rubriques 3.1 à 3.10, définies par le décret n° 2011-1267 du 10 octobre 2011.
 - La nature et la destination principale du local permettent de déterminer le sous-groupe ; puis l'utilisation et les caractéristiques physiques du local permettent de déterminer la catégorie à laquelle il doit être rattaché.
 - Si plusieurs activités sont exercées dans le local, la catégorie à retenir est celle qui occupe la plus grande surface.
- Par exemple : un garage réalisant de la vente de véhicules neufs ou d'occasion et possédant un espace affecté à la réparation :
- si la surface destinée à la vente est supérieure à celle dédiée à la réparation, le garage sera classé dans l'une des catégories MAG 1, MAG 4 ou MAG 5,
 - si la surface affectée à la réparation est supérieure à celle destinée à la vente, le garage sera classé dans la catégorie ATE 2.

CATEG	CARACTÉRISTIQUES
MAG 1	Il s'agit de l'ensemble des locaux utilisables pour la vente, une activité commerciale ou de service et disposant d'une vitrine ou d'un accès sur la rue, dont la surface principale est inférieure à 400 m ² (voir la définition cadre 4). Cette catégorie regroupe tous types de magasins et boutiques : commerces, bars, restaurants, primeurs, magasins de vêtements, agences bancaires, agences immobilières, services divers...
MAG 2	Ces locaux sont, dans leur affectation, identiques à ceux de la catégorie MAG 1 mais ils ne disposent pas d'un accès direct sur la voie publique (commerces situés en étage ou sur cour). La surface principale est inférieure à 400 m ² (voir la définition cadre 4).
MAG 3	Ces magasins appartiennent à des ensembles organisés et concertés d'établissements commerciaux : centre ou zone commerciale en centre ville ou en périphérie urbaine, aéroport, gare, galerie marchande... La surface principale est inférieure à 400 m ² (voir la définition cadre 4). Ces locaux sont, dans leur affectation, identiques à ceux de la catégorie MAG 1 mais ils sont intégrés à un ensemble commercial.
MAG 4	La surface principale du local (voir la définition cadre 4) définit l'appartenance à cette catégorie : elle est comprise entre 400 m ² et 2 499 m ² . Cette catégorie regroupe tous types de magasins de grande surface, intégrés ou non dans un ensemble commercial : - supermarchés, - magasins dédiés exclusivement à l'alimentation, - magasins de meubles, électroménager, habillement, luminaires, décoration, jardinerie, bricolage...
MAG 5	La surface principale du local (voir la définition cadre 4) définit l'appartenance à cette catégorie : elle est égale ou supérieure à 2 500 m ² . Cette catégorie regroupe tous types de magasins de très grande surface, intégrés ou non dans un ensemble commercial : - hypermarchés, - magasins dédiés exclusivement à l'alimentation, - magasins de meubles, électroménager, habillement, luminaires, décoration, jardinerie, bricolage, - grands magasins...
MAG 6	Cette catégorie doit être utilisée même si la station-service ou la station de lavage inclut une boutique ou un espace de vente.
MAG 7	Cette catégorie comprend les marchés publics, les marchés d'intérêt national, les halles de marché, les marchés aux bestiaux...
BUR 1	Locaux à usage de bureaux situés dans un immeuble de conception ancienne, sans équipements particuliers. Cette catégorie comprend des locaux où s'exercent tous types d'activités de services, y compris les activités des professions libérales (relevant du secteur tertiaire ou des activités médicales et paramédicales, comme les cabinets de médecins ou dentistes).
BUR 2	Locaux à usage de bureaux, situés dans un immeuble de conception récente ou rénové de manière importante, dont l'agencement est modulable (cloisons mobiles) et comportant des équipements informatiques (câblages...). Cette catégorie comprend des locaux où s'exercent tous types d'activités de services, y compris les activités des professions libérales (relevant du secteur tertiaire ou des activités médicales et paramédicales, comme les cabinets de médecins ou dentistes).
BUR 3	Cette catégorie comprend les cabinets de vétérinaires, laboratoires d'analyses médicales, centres de radiologie...
DEP 1	Cette catégorie comprend les : - terrains exploités commercialement comme lieux de dépôt à ciel ouvert : déchetteries, casses auto, lieux de dépôt de matériaux divers... - terrains exploités pour la publicité commerciale ou industrielle au moyen de panneaux d'affichage ou écrans spécifiques...
DEP 2	Cette catégorie comprend tous les entrepôts ou hangars destinés à stocker de la marchandise. Les entrepôts de commerce de gros relèvent notamment de cette catégorie, ainsi que ceux utilisés dans le cadre de la vente par Internet ou sur catalogue.
DEP 3 DEP 4	Ces catégories comprennent les parcs ou aires de stationnement. La répartition entre les 2 catégories s'effectue selon le caractère couvert ou non couvert de l'installation.
DEP 5	Cette catégorie comprend les réservoirs, les silos, les cuves...

CATEG.	CARACTÉRISTIQUES
ATE 1	Cette catégorie comprend les locaux exploités par des artisans. Ce sont des locaux dans lesquels s'effectue une transformation ou une manipulation de matière ou de matériaux. L'exercice de l'activité ne nécessite pas un matériel ou un outillage important : réparation mécanique, menuiserie, ébénisterie...
ATE 2	Cette catégorie comprend les locaux spécialement équipés pour exercer une activité de transformation, manutention ou maintenance. Ces locaux peuvent accueillir des activités très diverses : commerciales, de maintenance, de service après-vente, de manutention, de menu stockage mais peu de services administratifs. Ils sont souvent implantés en périphérie des villes dans des zones d'activité et des zones industrielles. Exemple : entretien automobile...
ATE 3	Cette catégorie comprend les chenils, viviers et autres locaux assimilables (ex. : pensions pour animaux). Il s'agit également de locaux où sont créées les conditions pour la conservation de certaines espèces animales.
HOT 1 HOT 2 HOT 3	La répartition entre ces 3 catégories s'effectuera en fonction de la classification définie dans l'arrêté du 23 décembre 2009 disponible sur le site impots.gouv.fr dans l'espace « Révision des valeurs locatives ». Ces catégories regroupent tous les établissements de tourisme assimilables à des hôtels.
HOT 4	Cette catégorie comprend les foyers d'hébergement, les centres d'accueil, les auberges de jeunesse... Ces établissements se démarquent du secteur hôtelier dans la mesure où il s'agit généralement d'établissements de confort limité.
HOT 5	Cette catégorie comprend les hôtels clubs, les villages de vacances, les résidences hôtelières composées d'appartements, maisonnettes, bungalows intégrés dans un ensemble proposant divers équipements sportifs ou de loisirs : complexe aquatique, tennis...
SPE 1	Cette catégorie comprend les locaux où se pratiquent des activités à caractère culturel ou artistique : théâtres, cinémas, salles de concert ou de spectacle, salles de conférence, musées, salles d'exposition...
SPE 2	Cette catégorie comprend les patinoires, piscines, gymnases, tennis, salles de gymnastique et de musculation, centres de remise en forme...
SPE 3	Cette catégorie comprend les locaux des discothèques, casinos, salles de jeux, cabarets ou cafés-théâtres...
SPE 4 SPE 5	La répartition entre ces 2 catégories s'effectuera en fonction de la classification définie dans l'arrêté du 6 juillet 2010 disponible sur le site impots.gouv.fr dans l'espace « Révision des valeurs locatives ».
SPE 6	Cette catégorie comprend les locaux des établissements de relaxation, hammams, saunas, massage, spas...
SPE 7	Cette catégorie comprend les centres de loisirs ou de colonies de vacances, les maisons de jeunes, les foyers sociaux-culturels, les locaux culturels dédiés utilisés par des communautés spirituelles...
ENS 1	Cette catégorie comprend les établissements d'enseignement et institutions privées gérés par des associations sans but lucratif régies par la loi du 1 ^{er} juillet 1901. Ces établissements peuvent comporter des locaux destinés à recevoir des internes.
ENS 2	Cette catégorie comprend les établissements d'enseignement ne relevant pas de la catégorie ENS 1. Ces établissements peuvent comporter des locaux destinés à recevoir des internes.
CLI 1	Cette catégorie comprend les établissements qui dispensent des soins, pratiquent des actes médicaux importants et assurent l'hébergement des malades : cliniques et établissements hospitaliers. L'outillage médical y est important.
CLI 2	Cette catégorie regroupe les : - établissements où l'on dispense des soins, où l'on donne des consultations médicales tels que les centres de médecine préventive et autres centres médicaux... - instituts médico-pédagogiques ou médico-psycho-pédagogiques, - établissements spécialisés dans la garde des enfants (crèches, halte-garderies...) NB : cette catégorie n'inclut pas les cabinets médicaux qui relèvent plutôt de la catégorie BUR1 ou BUR2.
CLI 3	Maisons de repos, maisons de retraite médicalisées ou non et locaux assimilables.
CLI 4	Centres de rééducation, centres de thalassothérapie, établissements thermaux...
IND 1	Cette catégorie regroupe les : - usines ou ateliers où s'effectuent la transformation des matières premières ainsi que la fabrication ou la réparation d'objets à l'aide d'un outillage important, - établissements où sont réalisées des opérations de manipulation ou des prestations de services dans lesquels le rôle de l'outillage et de la force motrice est prépondérant, - installations de stockage d'un certain volume utilisant un outillage très important (ponts roulants, grues...)
IND 2	Y sont réalisées des opérations d'extraction pour lesquelles le rôle de l'outillage et de la force motrice est prépondérant.
EXC 1	Cette catégorie comprend les locaux qui présentent des caractéristiques sortant de l'ordinaire et qui peuvent ainsi être qualifiés d'exceptionnels, ce qui interdit de les classer dans une autre catégorie. Exemples : parcs de loisirs, centres aquatiques, aquariums... Il peut aussi s'agir de locaux n'entrant dans aucune des 38 autres catégories. NB : ces locaux sont évalués conformément au III de l'article 1498 du code général des impôts (voir précisions page suivante sur la catégorie EXC 1).

Précisions sur le complètement des données relatives aux locaux classés dans la catégorie EXC 1

Le tableau figurant sur la déclaration n° 6660-REV doit être complété des dates d'acquisition ou d'achèvement des travaux et des prix de revient du local **selon la situation** :

- s'il s'agit d'un local neuf, indiquez obligatoirement les dates d'achèvement et prix de revient sur les lignes « Terrains », « Constructions » et, le cas échéant, « Aménagements des terrains » ;
- s'il s'agit d'un local existant, indiquez la date d'acquisition et le prix de revient mentionnés dans l'acte authentique sur la ligne « Constructions » ;
- s'il s'agit d'une addition de construction (agrandissement au sol ou en élévation), indiquez les dates d'achèvement des travaux et le prix de revient sur la ligne d'addition de construction, et le cas échéant, la date et le prix d'acquisition du terrain sur la ligne « Terrains » ;
- s'il s'agit de travaux importants entraînant un changement de consistance (démolitions partielles ou totales, division ou réunion de locaux professionnels), indiquez la date d'achèvement et le prix de revient sur la ligne « travaux importants entraînant un changement de consistance ».

Cadre 4 : Consistance du local

- Répartissez dans ce cadre et dans tous les cas la surface totale du local entre les zones P1, P2, P3, Pk1 et Pk2 décrites ci-dessous.

La surface totale à indiquer est la surface réelle, mesurée au sol, entre les murs ou séparations, et arrondie au mètre carré inférieur. Cette surface totale comprend celle des dégagements et des sanitaires. Cette surface est répartie en fonction de l'utilisation et des caractéristiques physiques des différentes parties du local pour l'activité exercée dans les lieux :

- ✓ **P1 : surface des parties principales.** Les parties principales correspondent aux surfaces essentielles à l'exercice de l'activité à laquelle le local est totalement ou principalement affecté.

Illustrations :

- pour les locaux où s'exercent des activités commerciales ou assimilées : il s'agit des espaces de vente (y compris en sous-sol) ou des espaces accessibles à la clientèle : sanitaires accessibles au public...
- pour les locaux à usage de bureaux : il s'agit des pièces de bureau, des salles de réunion, de réception, des sanitaires, des couloirs, des locaux de réserve...

- ✓ **P2 : surface des parties secondaires couvertes.** Les parties secondaires couvertes correspondent à des éléments utilisés pour l'activité mais dont le potentiel commercial est plus faible.

Illustrations :

- pour les locaux où s'exercent des activités commerciales ou assimilées : il s'agit des espaces de stockage ou des espaces non accessibles à la clientèle (réserves, chaufferies, arrière-boutiques, cuisines...);
- pour les locaux à usage de bureaux : il s'agit des locaux techniques (armoires électriques ou de connectique informatique, locaux d'archives situés en sous-sol).

- ✓ **P3 : surface des parties secondaires non couvertes.** Les parties secondaires non couvertes correspondent à des éléments utilisés pour l'activité mais dont le potentiel commercial est plus faible.
Illustrations : aires et lieux de stockage, qui sont à l'air libre sans toiture.

- ✓ **Pk1 : espaces de stationnement couverts.** Il s'agit des aires de stationnement et de parking couvertes :
 - composant la totalité du local pour les locaux relevant de la catégorie DEP 4,
 - rattachées au local pour les locaux relevant d'une catégorie autre que DEP 3 ou DEP 4.

- ✓ **Pk2 : espaces de stationnement non couverts.** Il s'agit des aires de stationnement et de parking non couvertes :
 - composant la totalité du local pour les locaux relevant de la catégorie DEP 3,
 - rattachées au local pour les locaux relevant d'une catégorie autre que DEP 3 ou DEP 4.

Cadre 5 : Information complémentaire relative aux surfaces à usage de bureaux

Complétez ce cadre uniquement si le local est situé dans les départements de la région Île-de-France et s'il comporte des surfaces à usage de bureaux.

Cochez OUI si vous êtes concernés et NON dans les autres cas.

Pour plus d'informations, consultez l'espace « Révision des valeurs locatives » sur le site impots.gouv.fr.